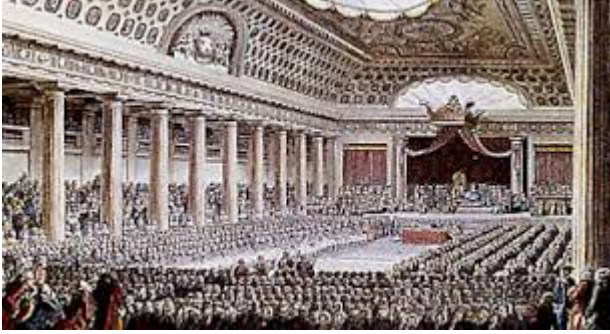


# Premiers Etats généraux de la démocratie et de l'économie en France organisés par les Gilets jaunes et des collèges convergents.

Septembre/octobre/Novembre 2019...

1° Pour rappel :

Les Etats généraux de 1789:



Sous l'Ancien Régime, les **Etats généraux** étaient des **assemblées exceptionnelles convoquées par le roi** afin de traiter d'une crise politique ou financière. Ils étaient constitués de représentants de toutes les provinces appartenant aux **trois ordres**, noblesse, clergé et tiers état.

L'élection des députés de chaque province avait lieu au sein d'assemblées primaires provinciales, elles-mêmes constituées de **trois collèges** correspondant aux trois ordres. Pour le clergé, les membres étaient les titulaires des principaux sièges ecclésiastiques ou abbaciaux, et pour le tiers état, les représentants des villes ayant un consulat ou un échevinage.

Les décisions se prenaient après un débat suivi d'un vote par ordre, chacun d'eux disposant d'une seule voix. Elles portaient sur l'importance globale de l'aide en hommes de guerre et en monnaie et sur la répartition de ces aides entre chacune des provinces.

À partir de 1484, les ordres du jour furent établis préalablement sous la forme de doléances des autorités locales et provinciales recueillies dans des **cahiers de doléances**.

Les derniers Etats généraux furent convoqués par **Louis XVI** le 5 mai 1789 afin de résoudre la crise financière due aux dettes de l'État. Après le **Serment du Jeu de paume** de l'assemblée du tiers-état le 20 juin et la réunion des trois ordres le 27 juin, les Etats généraux se transformèrent en une **Assemblée nationale constituante** qui décida de rédiger une constitution écrite, marquant le début de la **Révolution française**.

De nos jours, on appelle "**états généraux**" une assemblée des représentants de toutes les parties prenantes sur un sujet donné afin de l'aborder le plus complètement possible.

## 2° . Situation/Bilan

Depuis les années 80, nous faisons le constat de l'échec du système néolibéral tant sur le plan social, environnemental, démocratique, économique. L'œuvre de spoliation des multinationales aboutit à une injustice sociale et fiscale telle que la paupérisation atteint des seuils alarmants et inacceptables.

Aujourd'hui, au terme de 6 mois de luttes et de manifestations, aucune des principales revendications des gilets jaunes n'a abouti ; Macron est resté sourd et ne semble toujours pas avoir mesuré la gravité de la situation.

Par ailleurs le gouvernement en place, continuant l'œuvre de destruction de nos institutions, de notre économie, de la démocratie et de la qualité de nos vies, achève le démantèlement de ce qui faisait le socle de notre République. voire met en danger notre pays et son peuple. ( traité d'Aix la Chapelle avec l'intégration franco allemande - cf conseil des ministres du 3 juin 2019

Il y a donc urgence pour l'ensemble des domaines de la vie économique, sociale , environnementale et démocratique.

Nous devons reprendre nos affaires en mains et la vie de la cité pour changer de système et/ou les institutions. **C'est à dire reprendre notre pouvoir que nous déléguons par les élections et qu'ils nous ont confisqué !**

**Nous devons donc nous structurer en faisant converger les revendications, les luttes à partir des intérêts des citoyens. Les Etats généraux constitue un premier outil pour mettre en mouvement un contre-pouvoir fort de propositions venues des doléances des communes et des départements, de toute la société.**

### 3 . Propositions pour nous rassembler .

-Les assemblées citoyennes qui se mettent en place dans toutes les communes, suite à l'appel de Saint Nazaire, doivent récolter auprès de leur mairie et des citoyens les cahiers de doléances, les abonder en assemblée, organiser les états généraux de leur commune avec tous les corps constitués et désigner leurs représentants ou porte voix aux états généraux départementaux.

-Les assemblées départementales feront la même chose et feront remonter leurs cahiers de doléances au niveau national.

- Les états généraux nationaux, qui peuvent être organisés dans une prochaine Assemblée des assemblées pourraient ériger une plateforme programmatique d'urgence et de salut public.

Par ex : Quelles sont les 20 premières mesures d'un gouvernement provisoire?

- Mettre en place un processus constituant pour réaffirmer un état républicain démocratique. (cf en fin de texte la liste non exhaustive des revendications de dec 2018.)

#### 4 . Composition des premiers Etats généraux :

Propositions : Ces premiers Etats généraux apporteront un caractère solennel et organisé aux voix du peuple. Les Etats généraux renforceront le mouvement Gilets jaunes à la fois dans sa diversité et dans son unité. Enfin, ils apporteront plus de visibilité et de crédibilité à cette nouvelle force avec laquelle le gouvernement devra désormais compter.

##### - Les différents Collèges Gilets jaunes

- 2 délégués/Porte voix -mixte - on peut se baser sur le nombre des députés dans chaque départements.

- 4 suppléants /observateurs ou plus ....

Par exemple pour les Bouches du Rhône, on peut prévoir 32 délégués mixtes + 4 suppléants (nombre de députés par département)

<https://www.nosdeputes.fr/circonscription/departement/>

##### - Collège syndicalistes

20 x 2 délégués ou plus /représentants par syndicat /corporation/privé /public.

Des syndicalistes impliqués dans les luttes qui par leurs connaissances et leurs pratiques apporteront des éléments pour la poursuite de l'action. Ainsi ils seront l'interface et le moteur des résistances et de la reprise en main du pouvoir dans les entreprises.

##### - Collège des maires ruraux

10 , 20 ou 100...maires de communes rurales et ou de petites villes ( cf l'AMRF Association des Maires ruraux de France)

- Collège des personnalités ( artistes, philosophes, historien, sociologues, économistes, corps d'état...) :

- Collège des Associations nationales engagées dans le mouvement social :

## 5) PROGRAMME/DEROULEMENT

Le déroulement des Etats généraux est établi autour d'un certain nombre de questions prioritaires et urgentes ce qui n'exclut pas de poser des projets à plus long terme :

- Les questions économiques :

La ré industrialisation avec réappropriation des propriétés industrielles, **annulation** des projets de vente/concession au privé réalisés ou pas comme les aéroports (Paris, Toulouse...), les barrages hydroélectriques, les autoroutes  
la souveraineté alimentaire,  
la relocalisation de l'économie avec le souci permanent de protection de l'environnement.

- les questions sociales

**Réduire drastiquement les inégalités,**

Relance et développement des Services Publics ( toute la protection sociale) :  
des mesures d'urgences et des perspectives à plus long terme.

Santé, Energie, Télécommunications, Médias, Enseignement, Recherche,  
logement pour tous d'urgence et mise en place d'un plan à plus long terme

- la question monétaire :

nationalisation des banques et de la banque de France

-la question de la démocratie : mise en place d'un processus constituant.

Définir les modalités d'un véritable RIC

## 6°PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT :

Chaque atelier ou plusieurs en charge d'une question est composé des représentants des différents collèges.

Toutes les propositions sont rapportées et consignées comme minutes des Etats généraux.

## Le cahier de doléances des Gilets jaunes decembre 2018

Zéro SDF : URGENT.

- Davantage de progressivité dans l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire davantage de tranches.
- Smic à 1 300 euros net.
- Favoriser les petits commerces des villages et centres-villes. Cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce et davantage de parkings gratuits dans les centres-villes.
- Grand plan d'isolation des logements pour faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages.
- Impôts : que les GROS (MacDo, Google, Amazon, Carrefour...) payent GROS et que les petits (artisans, TPE, PME) payent petit.
- Même système de Sécurité sociale pour tous (y compris artisans et auto-entrepreneurs). Fin du RSI.
- Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé. Pas de retraite à points.
- Fin de la hausse des taxes sur le carburant.
- Pas de retraite en dessous de 1 200 euros.
- Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transports seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit aux tickets-restaurant et aux chèques-vacances.
- Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation.
- Protéger l'industrie française : interdire les délocalisations. Protéger notre industrie, c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois.
- Fin du travail détaché. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français.
- Pour la sécurité de l'emploi : limiter davantage le nombre de CDD pour les grosses entreprises. Nous voulons plus de CDI.
- Fin du CICE. Utilisation de cet argent pour le lancement d'une industrie française de la voiture à hydrogène (qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique.)
- Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres, mais en allant chercher les 80 milliards de fraude fiscale.
- Que les causes des migrations forcées soient traitées.
- Que les demandeurs d'asile soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travaillez avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.
- Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.
- Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours).
- Salaire maximum fixé à 15 000 euros.
- Que des emplois soient créés pour les chômeurs.
- Augmentation des allocations handicapés.
- Limitation des loyers. Davantage de logements à loyers modérés (notamment pour les étudiants et les travailleurs précaires).
- Interdiction de vendre les biens appartenant à la France (barrage, aéroport...)
- Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées.
- L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière.
- Le prix du gaz et de l'électricité ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils redeviennent publics et que les prix baissent de manière conséquente.

- *Fin immédiate de la fermeture des petites lignes, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.*
- *Apportons du bien-être à nos personnes âgées. Interdiction de faire de l'argent sur les personnes âgées. L'or gris, c'est fini. L'ère du bien-être gris commence.*
- *Maximum 25 élèves par classe de la maternelle à la terminale.*
- *Des moyens conséquents apportés à la psychiatrie.*
- *Le référendum populaire doit entrer dans la Constitution. Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée nationale qui aura l'obligation, (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures) de la soumettre au vote de l'intégralité des Français.*
- *Retour à un mandat de 7 ans pour le président de la République. L'élection des députés deux ans après l'élection du président de la République permettait d'envoyer un signal positif ou négatif au président de la République concernant sa politique. Cela participerait donc à faire entendre la voix du peuple.*
- *Retraite à 60 ans et, pour toutes les personnes ayant travaillé dans un métier usant le corps (maçon ou désosseur par exemple), droit à la retraite à 55 ans.*
- *Un enfant de 6 ans ne se gardant pas seul, continuation du système des aides Pajemploi jusqu'à ce que l'enfant ait 10 ans.*
- *Favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée.*
- *Pas de prélèvement à la source.*
- *Fin des indemnités présidentielles à vie.*
- *Interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue. Taxe sur le fuel maritime et le kérosène.*